

OBSERVATOIRE DE L'ECONOMIE ET DES TERRITOIRES DE LOIR-ET-CHER

Association Loi 1901

**Cité Administrative - Porte B - 1^{er} étage
34 Avenue Maréchal Maunoury**

41000 – BLOIS -

SIRET 403 892 094 00034 APE 7320Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Aux membres de l'association

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 26 Juin 2008, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'OBSERVATOIRE DE L'ECONOMIE ET DES TERRITOIRES DE LOIR-ET-CHER joints au présent rapport (pages 3 à 24).

- la justification de nos appréciations,

- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-avant, nous attirons votre attention sur :

- le traitement comptable des différents composants du projet Pilote 41 et de leurs financements décrit dans l'Annexe, faits caractéristiques

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- les comptes annuels qui vous sont présentés sont établis dans une perspective de continuité de l'exploitation. L'attribution pour 2013 d'une subvention de fonctionnement par le Conseil Général d'un montant compatible avec le budget de l'association valide cette convention comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport présenté à l'Assemblée Générale et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels de celle-ci.

Fait à ROMORANTIN-LANTHENAY,
Le 3 Juin 2013

LOGEX CENTRE LOIRE
Société de Commissaires aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale d'ORLEANS
Pour la société
Gérald LAUMONIER
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes

	Brut	Amort. & Prov.	31/12/12	31/12/11
ACTIFS IMMOBILISES				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissements				
Frais de recherches & développement				
Concessions, brevets, licences, ...	263 093	202 437	60 655	11 098
Fonds commercial (1)				
Autres				
Immobilisations incorp.en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Instal. techn., matériel & outil. indust.				
Autres	82 847	62 459	20 388	16 324
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobil. financières (2)				
Participations				
Créances ratt. à des participations				
Titres imm. de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL I	345 940	264 896	81 043	27 423
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières prem. et autres approvision.				
En-cours prod. (biens et services)(a)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
Créances (3)				
Usagers et comptes rattachés				
Autres	138 917		138 917	98 461
Valeurs mobilières de placement				670
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	83 601		83 601	92 918
Charges constatées d'avance (3)	133 152		133 152	163 333
TOTAL II	355 670		355 670	355 384
Charges à répartir sur plus. exer. (III)				
Primes de rembours. des empr. (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	701 610	264 896	436 714	382 807
ENGAGEMENTS RECUS				
Acceptés par les organes compétents				
Autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à faire				
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an				

(a) A ventiler, le cas échéant entre biens, d'une part, et services d'autre part.

	31/12/12	31/12/11
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	98 241	96 760
Report à nouveau (a)		
Résultat de l'exercice [excédent ou déficit] (b)	2 919	1 481
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
- Apports		
- Legs et donations		
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs (a)		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	78 807	22 570
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
TOTAL I	179 968	120 811
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	2 350	
TOTAL II	2 350	
FONDS DEDIES		
Sur subventions fonctionnement		1 552
Sur autres ressources		
TOTAL III		1 552
DETTES (1) (d)		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	37	28
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (c)	8 245	6 704
Dettes fiscales et sociales	107 723	106 109
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	44 479	24 545
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	93 910	123 055
TOTAL IV	254 395	260 443
Ecarts de conversion Passif V		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	436 714	382 807
ENGAGEMENTS DONNES		
(1) Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an		
(2) Dont cbc et soldes créditeurs de banques	37	28
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) Montant entre parenthèses ou précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit de déficits reportés.

(b) Montant entre parenthèses ou précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit d'un déficit.

(c) Dettes sur achats ou prestations de services.

(d) A l'exception, pour l'application du (1), des avances reçues sur commandes en cours.

	du 01/01/12 au 31/12/12	du 01/01/11 au 31/12/11
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		
Ventes de marchandises Production vendue (biens et services) (a)	42 974	40 986
montant net du chiffre d'affaires dont à l'exportation	42 974	40 986
Production stockée (b) Production immobilisée Subventions d'exploitation	901 986	868 365
Reprises sur provisions, amortissements et transfert de charges	11 624	2 594
Cotisations	28 100	28 700
Autres produits (hors cotisations)	115	169
TOTAL I	984 800	940 816
CHARGES D'EXPLOITATION (2)		
Achats de marchandises (c) Variation de stock (d) Achats de matières premières et autres approvisionnements (c) Variation de stock (d)		
Autres achats et charges externes	187 710	219 460
Impôts, taxes et versements assimilés	56 821	52 024
Salaires et traitements	458 239	434 189
Charges sociales	249 212	231 603
Dotations aux amortissements, provisions et engagements: Sur immobilisations: dotations aux amortissements (e) Sur immobilisations: dotations aux provisions Sur actif circulant: dotations aux provisions	20 340	38 077
Pour risques et charges: dotations aux provisions	2 350	
Autres charges	31 848	33 648
TOTAL II	1 006 523	1 009 003
I.RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	- 21 723	- 68 187
Quotes-parts de résultat sur opérations faite en commun:		
Excédent ou déficit transféré III Déficit ou excédent transféré IV		
PRODUITS FINANCIERS		
De participations D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés	8 644	5 997
Reprises sur provisions et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	4	35
TOTAL V	8 649	6 032

	du 01/01/12 au 31/12/12	du 01/01/11 au 31/12/11
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL VI		
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	8 649	6 032
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	- 13 074	- 62 155
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 028	
Sur opérations en capital	17 702	25 862
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL VII	18 730	25 862
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 591	2 695
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL VIII	2 591	2 695
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	16 139	23 166
Impôts sur les bénéfices (IX)	1 698	1 068
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs (X)	1 552	41 538
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (XI)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII+X)	1 013 732	1 014 249
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+XI)	1 010 812	1 012 767
EXCEDENT OU DEFICIT	2 919	1 481
EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL		
Charges		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite des biens		
Personnel bénévole		
TOTAL		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(a) A inscrire, le cas échéant, sur des lignes distinctes		
(b) Stock final moins stock initial - montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-).		
(c) Y compris droits de douane		
(d) Stock initial moins stock final : montant de la variation en moins entre parenthèses ou précédé du signe (-).		
(e) Y compris éventuellement dotations aux amortissements des charges à répartir		

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changements de méthode

NEANT

Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

NEANT

Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations incorporelles

- logiciels dont ceux pour le projet Pilote 41.
- amortissements : durée d'utilité (5 ans pour le projet Pilote), et durée d'usage pour les autres logiciels (1 à 3 ans).

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

L'association ne dispose pas d'immobilisations non décomposables

L'Association ne dépassant pas les seuils de tolérance applicables aux petites structures, les durées d'usage antérieures ont été maintenues pour le calcul des amortissements de ces immobilisations.

-
- | | |
|----------------------------------|-----------|
| • Agencements et aménagements | 5 ans |
| • Matériel et mobilier de bureau | 2 à 8 ans |
-

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Fonds dédiés

Au 31 décembre 2011 : Reliquat Evolution du Système Informatique de l'Observatoire : 1 553 euros

Au 31 décembre 2012 : NEANT

Evaluation des contributions volontaires en nature

Néant car cette mise à disposition gratuite s'est terminée fin juin 2010. A compter du 01 juillet 2010, cette mise à disposition est rémunérée.

Faits caractéristiques

Par suite du franchissement du seuil de 60 000 Euros de recettes provenant d'activités lucratives fin 2006, l'association était devenue imposable à l'impôt sur les sociétés en 2006 et à la TVA en 2007.

En 2011, il s'avère que les recettes d'exploitation provenant d'activités annexes lucratives encaissées et comptabilisées s'élèvent à environ 40 000 euros, et en 2012 à environ 43 000 euros, soit des montants inférieurs au plafond pré-indiqué. De ce fait, l'association ne devient plus imposable à la TVA à compter du 1^{er} janvier 2012, (à l'exception des encaissements concernant des prestations facturées en 2011 mais réglées en 2012), et n'est donc plus assujettie à l'impôt sur les sociétés rétroactivement au 1^{er} janvier 2011. Par contre, la rémunération des comptes livrets supplémentaires est imposée à un taux de 24% soit pour cet exercice un montant de 1 698€.

PROJET PILOTE 41 :

Cet exercice a été marqué par la poursuite de l'exploitation de Pilote 41.

Phase n°1 : Acquisition de bases de données géographiques.

Phase n°2 : Conception de la plateforme d'information géographique et de la maquette du Pays Vendômois.

La phase n°1 comprend essentiellement la concession des droits d'utilisation de fichiers I G N livrés en 2005, 2006, et 2007, dont le montant global de la redevance indiqué dans la convention s'élève à 321 467,55 € TTC. Cette concession est prévue pour une durée de 10 ans à compter de la date de fourniture des fichiers soit le 01/10/2005 pour la première base de données (BD TOPO), et le 01/10/2006 pour la base de données BD ORTHO, et 01/10/2007 pour les bases de données (Scan 25 / BD Adresse).

Par une nouvelle convention conclue le 8 septembre 2008, l'I.G.N. a concédé à l'Observatoire des licences BD ORTHO, BD Adresse et Scan 25 actualisées, d'une durée d'utilisation de dix ans, pour un coût de 83 849,67 € HT. Les licences Scan 25 et BD Adresse ont été réceptionnées en 2008. La licence BD ORTHO l'a été en 2009.

La version précédente des licences, toujours active, est conservée dans le fond documentaire de l'Observatoire.

Le coût des 2 licences réceptionnées en 2008 (BD Adresse, SCAN 25) = 49 200 € HT a été étalé sur dix ans.

La subvention de 22 748,82 € HT reçue du Conseil Général pour le financement de ces 2 licences a également été étalée sur 10 ans.

La même méthode a été utilisée pour la licence BD ORTHO acquis en 2009. Le montant de la subvention reçue du Conseil Général s'élève à 21 739,13 HT, pour un coût de 34 649,67 € HT.

La phase n°2 comprend la conception et la réalisation des logiciels de gestion de bases de données par le prestataire ORCHIS et diverses interventions internes de l'Observatoire pour enrichir ses bases de données. La conception et la réalisation du logiciel avaient été terminées fin 2007.

Le financement de ces opérations est réalisé par des subventions provenant du Conseil Général à hauteur de 150 000 euros et du FEOPA à hauteur de 74 371 euros (opération de constitution d'une banque de données géographiques pour le Pays Vendômois) et 74 868 euros (Projet Pilote).

Le Pays Grande Sologne, le Pays de la Vallée du Cher et du Romorantinais, la Communauté de commune du Pays de Chambord, le Pays Beauce Val de Loire, Agglopolys, le S.D.I.S. participent au financement des acquisitions de licences IGN.

Phase n° 3 : Actualisation des bases de données géographiques IGN.

Le Conseil Général a financé à hauteur de 24 000 euros TTC (22 748,82€ HT) l'acquisition des mises à jour cartographiques des bases de données Scan 25, BD Adresse réalisée en 2008 et à hauteur de 26 000 euros TTC (21 739,13 € HT) des bases de données BD Ortho réalisée en 2009.

Fin décembre 2010, IGN a facturé et livré des mises à jour cartographiques pour 14 137 € (13 258,53 € HT), financé en totalité par le Conseil Général. La méthode de comptabilisation décrite ci-après a été appliquée.

En matière comptable, les redevances des concessions de licences IGN, et les subventions affectées à leur financement (en ce comprises les subventions des Pays, Communauté de Communes et SDIS) ont été comptabilisées, tant en charges qu'en produits de l'exercice, à concurrence de 12/120 de leur montant pour BD TOPO, les nouvelles versions SCAN 25 / BD Adresse et BD Ortho et les mises à jour cartographiques.

Les subventions reçues du Conseil Général et des autres organismes pour le financement de leur acquisition ont été comptabilisées en produits de l'exercice pour 12/120 de leur montant. Les charges et les produits afférents aux exercices à venir étant portés à l'actif ou au passif du bilan en charges et produits comptabilisés d'avance.

SUBVENTION D'INVESTISSEMENT :

En 2012, l'association a bénéficié d'une subvention d'investissement du Conseil Général d'un montant de 14 839,20 € ainsi qu'une subvention complémentaire de 59 100 euros pour l'acquisition d'un nouveau logiciel « Websig » et d'un nouveau serveur dans le cadre du projet Pilote 41.

Compte tenu de l'activité et du mode de financement de l'association, ces investissements ont été considérés comme non renouvelables par l'association. En conséquence, la subvention inscrite parmi les capitaux propres est rapportée aux résultats de chaque exercice, en proportion des dotations aux amortissements pratiquées.

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL GENERAL :

L'association a reçu au titre de 2012 une subvention de fonctionnement du Conseil Général pour un montant de 738 100 euros, puis par avenant en date du 30 juillet 2012 une subvention complémentaire de 16 750 euros pour financer les frais de fonctionnement du logiciel « Websig »

SUBVENTIONS D'AUTRES ORGANISMES :

L'Observatoire a également comptabilisé en produits, diverses subventions.

Il s'agit principalement :

- L'ADEME pour financer les dépenses pour la fin de la réalisation des tableaux de bord 2010 et les premiers travaux des tableaux de bord 2011 d'un montant de 26 662 €.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Loir et Cher pour financer des dépenses de fonctionnement pour 5 000 euros
- L'Agglopolys, la Communauté de Communes du Pays de Chambord, le GAL Ressources 41, le GAL Grande Sologne et le GAL Pays des Châteaux partenaires pour financer l'opération observatoire du Développement Durable pour un montant total de 48 825 euros
- L'ADEME et la Chambre des Métiers partenaires pour financer l'opération gestion des déchets des artisans pour un montant de 9 310 euros.

ENGAGEMENTS :

L'association n'a pris aucun engagement en matière d'indemnités de départ en retraite, de pensions, retraites et indemnités assimilées hormis ceux résultant de l'article L 122-14-13 du Code du Travail et de la convention collective CNER et UCAR, et hormis la conclusion d'un contrat de retraite dit article 83 au profit des salariés cadres et non cadres.

Les cotisations générées par le contrat article 83 figurent dans les comptes.

Aucune provision n'a été comptabilisée. Par contre son montant a été évalué au 31/12/2012 à 95 410 euros en appliquant les méthodes et hypothèses suivantes :

- répartition linéaire dans le temps de l'intégralité des engagements déterminés de manière actuarielle pendant toute la durée d'acquisition conditionnelle des droits conférés aux bénéficiaires avec prise en compte des risques que les salariés quittent l'entreprise avant leur départ en retraite (rec. CNC n°03 R 01)
- Départ volontaire du salarié à 65 ans.
- Taux de valorisation des salaires : 4 % l'an
- Tables de mortalité : TD 2006-2008 différenciées hommes et femmes
- % de turn over âge

De 20 à 29 ans	15 %
De 30 à 39 ans	10 %
De 40 à 49 ans	5 %
De 50 à 59 ans	1 %
- Taux d'actualisation : 4 % l'an

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE :

Détail des charges constatées d'avance :

- Diverses charges :	11 853 €
- Redevances des concessions des licences IGN BD TOPO 221 379 x 33/120	60 879 €
- Redevances des nouvelles concessions des licences IGN BD ORTHO 34 649,67 x 78,8/120	22 753 €
-Redevances des nouvelles concessions des licences Scan 25/BD adresse 49 200 x 66/120	27 060 €
-Redevances pour les mises à jour cartographiques IGN 13 258,53 x 96/120	10 607 €
Total	133 152 €
(Dont 89 450 € à plus d'un an)	

Détail des produits constatés d'avance :

- Divers produits	413 €
- Subventions finançant la concession des bases de données IGN, BD TOPO (FEOGA – Conseil Général)	36 223 €
- Pays et autres	19 880 €
- Subvention C. Général finançant les concessions IGN 2008/2009	26 788 €
- Subvention C. Général finançant les mises à jour cartographiques	10 607 €
Total	93 911 €
(Dont 67 319 € à plus d'un an)	

Il est à noter que le différentiel restant à la charge de l'Association, entre le montant des redevances et le montant du financement, viendra minorer les résultats des prochains exercices de 27 803 euros au 31/12/2012 et se répartit ainsi :

<u>- 1 an</u>	<u>1 à 5 ans</u>	<u>> 5 ans</u>
5 671	18 787	3 345

DROITS INDIVIDUELS FORMATION DIF :

Droits auxquels peuvent prétendre les salariés, dans le cadre de l'article L933-2 du Code du Travail :
1360 heures au 31 décembre 2012.

CADRE A : IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D TOTAL 1			
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2	205 688		60 758
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales, agencement.			
Installations techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agencts., aménags. dives	3 106		
Autres matériels de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	74 061		13 201
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL 3	77 168		13 201
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts & autres immobilisations financières			
TOTAL 4			
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	282 856		73 960

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
		Par virement	Par cession		
Frais d'établissement R&D TOTAL 1					
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2			3 354	263 093	
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	Inst. gales., agencts. et am. const.				
Installations techniques matériel et outillage					
Autres immo. corporelles	Inst. gales., agencts., aménagement divers			3 106	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau & informatique		7 522	79 740	
	Emballages récupérables & divers				
Immobilisations corporelles en cours					
Avances & acomptes					
TOTAL 3			7 522	82 847	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts & autres immobilisations financières					
TOTAL 4					
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)			10 877	345 940	

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement	TOTAL 1				
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL 2	194 590	11 201	3 354	202 437
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	installations générales				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	installations générales	3 106			3 106
	matériel de transport				
	matériel de bureau	57 736	9 138	7 522	59 352
	emballages récupérables				
TOTAL 3		60 843	9 138	7 522	62 459
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)		255 433	20 340	10 877	264 896

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements des amortissements à la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amort.fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amort.fiscal exceptionnel	
Frais d'établissements TOTAL I							
Autres immob.incorporelles TOTAL II							
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui						
	Ins.gales.agenc. et am.des const.						
Inst. techniques mat. et outillage							
Autres immobilisations	Inst.gales, agenc. am.divers						
	Matériel de transport						
	Mat.bureau et inform. mobilier						
	Emballages récup. et divers						
TOTAL III							
Frais d'acquisition de titres de participation TOTAL IV							
Total général (I+II+III+IV)							
Total général non ventilé des dotations			Total général non ventilé des reprises			Total général non ventilé dotations + reprises	

CADRE C	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		2 350		2 350
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participations				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL				
Dotations et reprises d'exploitation		2 350		2 350
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciations des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
		Créances rattachées à des participations			
		Prêts			
		Autres immobilisations financières			
		Clients douteux ou litigieux			
		Autres créances clients			
		Créances r. de titres prêtés			
		Personnel et comptes rattachés			
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État et autres collectivités publiques		Impôt sur les bénéfices			
		Taxe sur la valeur ajoutée			
		Autres impôts, taxes et versements assimilés			
		Divers			
		Groupe et associés			
		Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	138 917	138 917	
		Charges constatées d'avance	133 152	43 702	89 450
		TOTAUX	272 069	182 619	89 450
Montant des		prêts accordés en cours d'exercice			
		remboursements obtenus en cours d'exercice			
		Prêts et avances consentis aux associés			

CADRE B		ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
		Emprunts obligataires convertibles				
		Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine	37	37			
	à plus de 2 ans à l'origine					
		Emprunts et dettes financières divers				
		Fournisseurs et comptes rattachés	8 245	8 245		
		Personnel et comptes rattachés	22 989	22 989		
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux	68 852	68 852		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices	1 698	1 698			
	Taxe sur valeur ajoutée					
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts, taxes et assimilés	14 183	14 183			
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
		Groupe et associés				
		Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	44 479	44 479		
		Dette représentative de titres emp.				
		Produits constatés d'avance	93 910	26 592	58 797	8 521
		TOTAUX	254 395	187 076	58 797	8 521
		Emprunts souscrits en cours d'exercice				
		Emprunts remboursés en cours d'exercice				
		Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	137 545
Disponibilités	
TOTAL	137 545

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	37
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes fiscales et sociales	43 982
Autres dettes	44 479
TOTAL	88 499

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	133 152	93 910
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	133 152	93 910

	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	TOTAL
Valeur d'origine					
Amortissements :					
- Cumul exercices antérieurs					
- Dotations de l'exercice					
TOTAL					
Redevances payées :					
- Cumul exercices antérieurs					
- Exercice					
TOTAL					
Redevances restant à payer :					
- À un an au plus					
- À plus d'un an et cinq ans au plus					
- À plus de cinq ans					
TOTAL					
Valeur résiduelle :					
- À un an au plus					
- À plus d'un an et cinq ans au plus					
- À plus de cinq ans					
TOTAL					
Montant pris en charge dans l'exercice					

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements en matière de retraite	95 410
Autres engagements donnés :	
TOTAL	95 410
(1) dont concernant :	
• les dirigeants	
• les filiales	
• les participations	
• les autres entreprises liées	
• les engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions reçus	
Autres engagements reçus :	
Biens reçus en crédit-bail	
TOTAL	

	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses :	
TOTAL	

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES subventions de fonctionnement affectées					
Situations	Montant initial	fonds à engager au début de l'exercice (compte 194)	Utilisation en cours de l'exercice (compte 7894)	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 6894)	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Ressources		A	B	C	D=A-B+C
Evolution système informatique		1 553	1 553		
TOTAL		1 553	1 553		

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES dons manuels, legs et donations affectées					
Situations	Montant initial	fonds à engager au début de l'exercice (compte 195-197)	Utilisation en cours de l'exercice (compte 7895 ou 7897)	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 6894 ou 6897)	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Ressources		A	B	C	D=A-B+C
Sous total					
Sous total					
TOTAL					